

Jean-Pierre MEVELLEC

Construire l'Avenir régional

Elu maire de Caudrot, avec le soutien du maire sortant, dans une commune où mon grand-père a lui-même été maire pendant de longues années, j'ai eu à cœur de travailler pour l'animation communale et le renouveau régional.

Une action dynamique s'impose pour que notre région joue à plein les excellentes cartes dont elle dispose. Beaucoup de ceux qui croient à ses chances m'ont demandé d'être le candidat de la très large union des libéraux face à une coalition dominée par le Parti communiste dont la victoire serait lourde de conséquences pour nos libertés.

UN DÉPUTÉ ACCESSIBLE A TOUS

Il faut que notre région retrouve **un député accessible à tous dans la tradition de Jean Sourbet qui fut le député de tous au service de tous.** Le député tel que je le conçois doit garder un contact régulier et humain avec les électeurs, il doit tenir des permanences et réunir au moins une fois par an les maires au niveau du canton. **On ne doit pas voir le député une fois tous les cinq ans.**

UNE POLITIQUE CENTRISTE, SOCIALE, EUROPEENNE

- **La stabilité des institutions** est essentielle dans une démocratie moderne mais elle n'exclut pas **un meilleur équilibre des pouvoirs** qui doit être obtenu par une collaboration plus étroite entre le parlement et le gouvernement et par un meilleur contrôle de l'administration qui ne doit pas tomber dans le travers technocratique.
- **La politique sociale** est au premier rang de nos préoccupations. Il faut renforcer l'aide en faveur :
  - — **Des personnes âgées** en poursuivant la revalorisation du minimum vieillesse, l'amélioration des retraites ;
  - — **Des handicapés** qui doivent avoir le droit à l'enseignement dans les centres spécialisés et le droit au travail par des facilités de placement ;
  - — **Des femmes** qui doivent avoir la possibilité de choisir la vie au foyer ou le travail à l'extérieur ;
  - — **Des rapatriés** qui doivent voir s'accélérer le rythme des indemnisations auxquelles ils ont droit ;
  - — **Des jeunes** dont il faut faciliter l'insertion dans la vie active.
- **L'Europe politique,** facteur de paix et de progrès, est notre but. Elle seule donnera ses chances à notre continent face aux deux grands blocs et bientôt à la Chine. Créer une véritable **monnaie européenne,** harmoniser les législations dans tous les domaines, particulièrement sur le plan social, tels sont les fondements de l'Europe politique qui ne pourra se concevoir sans l'existence d'une assemblée européenne élue au suffrage universel.

POUR L'AVENIR REGIONAL

L'équilibre de notre région repose sur notre agriculture traditionnelle et sur l'exploitation familiale, meilleur garant de notre environnement, dont il convient d'assurer la défense. **Le programme socialo-communiste annonce la fin de cette agriculture libérale par la création d'offices fonciers cantonaux de type collectiviste qui mettraient nos agriculteurs sous la coupe d'une bureaucratie policière.**

- Au sortir d'un long marasme, notre **viticulture** connaît un rattrapage qu'il convient de consolider par une politique de qualité et de promotion des marchés axée en priorité sur les vins blancs. **Un bouleversement politique ne manquerait pas d'inquiéter les acheteurs étrangers et d'avoir d'immédiates répercussions sur nos ventes à l'exportation. Ce serait la fin de l'amélioration actuelle.** La prospérité de notre viticulture passe par la confiance économique et monétaire et le développement de nos exportations avec nos partenaires de l'Europe libérale **contre laquelle le Parti communiste a toujours lutté.**
- **Le prix du tabac doit être augmenté** si l'on veut maintenir cette culture traditionnelle dans notre région, enrayer l'exode rural et la désaffection des jeunes pour cette production exigeante en main-d'œuvre.

L'aide du S.E.I.T.A. et du F.O.R.M.A. doit être renforcée et il faut encourager les groupements de producteurs.

- **La production laitière,** qui est un élément essentiel de l'équilibre financier de l'exploitation familiale, doit être défendue. Les producteurs de lait doivent obtenir un prix rémunérateur et une aide conséquente pour moderniser leur exploitation.
- En ce qui concerne **les fruits et légumes,** les producteurs doivent bénéficier d'une meilleure garantie des revenus, en particulier par une protection renforcée contre les importations des pays tiers et le respect des règles communautaires par tous les Etats membres de la C.E.E. sans exception.

La bonne marche de notre agriculture doit aller de pair avec **un effort accru pour assurer l'expansion économique, condition du progrès social.** Il faut poursuivre la politique de mensualisation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, développer l'esprit de participation et de dialogue au niveau de l'entreprise, poursuivre l'action pour la retraite à soixante ans dans les cinq ans.

Il faut **aider les commerçants et artisans** à s'adapter aux formes nouvelles de distribution par des facilités de prêts et des mesures fiscales, notamment en remplaçant la patente par un impôt plus juste et plus humain, par l'amélioration des retraites.

Pour favoriser l'implantation d'entreprises de dimension moyenne, il importe que soit relevé le taux de la prime à l'industrialisation qui n'est que de 12 % dans notre région alors qu'elle s'élève à 25 % dans d'autres secteurs du département. Il est urgent de favoriser l'essor économique équilibré de toute notre circonscription et de développer ses équipements.

La politique **d'aide aux collectivités locales** doit être améliorée ; il faut que les tâches soient redistribuées entre l'Etat et les communes qui connaissent de graves difficultés budgétaires ; les finances locales ne peuvent être améliorées que par une aide directe de l'Etat, par exemple le transfert d'une part de la taxe sur les carburants et par la récupération la plus large possible de la T.V.A. Il faut accroître les subventions, en particulier pour l'adduction d'eau. Nos communes doivent aussi pouvoir servir de cadre au tourisme familial et de plein air qui est appelé à prendre un grand essor.

En matière d'**enseignement** tout en poursuivant la politique de l'aide accrue de l'Etat à tous les degrés, il est nécessaire de donner **une priorité à l'enseignement technique** qui ne doit pas être considéré comme un enseignement mineur et à l'accélération des nationalisations de tous les collèges d'enseignement.

La reconnaissance et la solidarité vis-à-vis des anciens combattants ne doit pas être un vain mot. Il faut revaloriser les retraites et faciliter aux anciens prisonniers de guerre le départ anticipé à la retraite. Enfin **les anciens d'Afrique du Nord doivent se voir attribuer la carte des anciens combattants** et les avantages qui s'y rattachent.

Une politique dynamique en faveur des jeunes doit être menée. A cet égard, l'action que j'ai entreprise pour les aider à prendre conscience des réalités régionales et européennes et à laquelle mon suppléant, René REDON, maire de Landiras, s'est associé avec enthousiasme, me paraît être le meilleur garant des actions futures.

Jean-Pierre MEVELLEC

Diplômé des Sciences Politiques - Licencié en droit
Maire de Caudrot,
34 ans, marié, deux enfants (Alain-Paul, Céline),
Administrateur à l'Assemblée nationale,
Membre du Comité directeur de la Section française du Conseil des communes d'Europe
(Rapporteur pour les problèmes agricoles européens),
Membre du bureau de l'Association nationale des Jeunes Elus locaux,
Secrétaire de l'Association des Maires du canton de Saint-Macaire,
Vice-Président du Syndicat des Eaux de Caudrot.



René REDON

Maire de Landiras,
Retraité, 63 ans,
Secrétaire de l'Association des Maires du canton de Podensac,
Médaille d'or du Travail,
Ancien combattant, prisonnier de guerre,
Médaille de bronze de la Jeunesse et des Sports,
Membre du Conseil d'administration et Président de la Commission financière de la Fédération française de volley-ball,

à Temps nouveaux...
... Hommes nouveaux

CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET DES PAYSANS
UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS pour le soutien au Président de la République

IMP. MAUMY - LA REOLE